

**Nations unies - Lutte contre le
terrorisme - Cybersécurité -
Numérique - Réunion de haut
niveau sur la prévention de
l'utilisation d'Internet par les
terroristes - Déclaration commune
du Royaume-Uni, de la France et de
l'Italie**

(New York, 20 septembre 2017)

En présence du président de la République française, M. Macron, de la Première ministre du Royaume-Uni, Mme May, et du président du Conseil italien, M. Gentiloni, des responsables d'entreprises, de pays affinitaires, des Nations unies et de l'Union européenne se sont réunis aujourd'hui, en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, afin de réaffirmer qu'ils sont tous résolus à empêcher l'utilisation abusive de l'Internet par des groupes et des individus terroristes. Nous estimons d'un commun accord que l'utilisation de l'Internet par des terroristes est un problème d'ampleur mondiale qui appelle des solutions innovantes au niveau international.

Nous nous sommes engagés à agir ensemble afin d'empêcher la diffusion de contenus terroristes en ligne et l'utilisation de l'Internet par des terroristes à des fins de radicalisation, de recrutement, d'encouragement ou d'incitation. Aucun État ne peut répondre seul à cette menace. La réponse doit être mondiale et collective. La menace que représentent les contenus terroristes en ligne ne peut être contrée efficacement que si le secteur des hautes technologies, les gouvernements et les organisations non gouvernementales agissent ensemble à un rythme plus soutenu et sur une plus grande échelle.

À la suite de la récente déclaration du G7 de Taormine sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, du plan d'action conjoint franco-britannique sur la sécurité de l'Internet, des déclarations du sommet du G20 et des initiatives existantes du Forum de l'UE sur l'Internet, les participants à la réunion d'aujourd'hui ont réaffirmé le soutien accordé au Forum mondial de l'Internet pour la lutte contre le terrorisme (GICTF) lancé par Facebook, Microsoft, Twitter et YouTube le 26 juin.

La recherche démontre que la dissémination de plus des deux tiers des nouveaux contenus terroristes se produit dans les deux heures suivant leur publication. Compte tenu de cela, nous avons mis le secteur de l'Internet au défi d'élaborer des solutions permettant de retirer les contenus dans un délai d'une à deux heures, en collaborant dans le cadre du Forum et avec l'objectif plus large d'empêcher ce type de contenu d'être mis en ligne dès le départ. Nous avons également demandé aux entreprises du secteur de poursuivre le développement d'outils techniques afin de garantir que les individus tentés par l'extrémisme violent ne soient pas exposés à des contenus renforçant leurs penchants extrémistes - ce qu'on appelle «l'enfermement algorithmique».

En leur qualité de leaders du Forum mondial de l'Internet pour la lutte contre le terrorisme, Facebook, Microsoft, Twitter et YouTube ont souligné qu'ils avaient pour ambition commune d'empêcher les terroristes d'exploiter l'Internet à des fins de radicalisation, de recrutement et de diffusion de propagande, et de protéger leurs usagers des terroristes et des extrémistes violents en ligne. Ils se sont engagés à entreprendre une vaste série d'actions, tant au niveau de chaque plate-forme qu'à celui de l'ensemble du Forum, afin de mieux faire face à l'usage abusif des plates-formes ouvertes par les terroristes, notamment : en étudiant les possibilités qu'offrent l'intelligence artificielle et l'apprentissage automatique pour accélérer l'identification de contenus terroristes ; en se fondant sur leur «base de données de partage d'empreintes numériques» (hash sharing database) de contenus terroristes connus, afin d'aider davantage d'entreprises à détecter ces contenus et prévenir leur réapparition ; d'autres initiatives destinées à soutenir le développement des capacités des entreprises de taille plus modeste à lutter contre l'utilisation de leurs plateformes par les terroristes.

Pour parvenir à ces objectifs, ces entreprises ont renforcé leurs engagements au titre d'un programme de travail qui comprend les éléments suivants :

La mobilisation des technologies

Accroître de manière significative la vitesse à laquelle les membres du Forum identifient et retirent les contenus de leurs plates-formes. Le secteur reconnaît l'importance de procéder au retrait le plus rapidement possible. Les membres du Forum s'engagent à trouver de nouveaux moyens de détecter et retirer les contenus, et ont fait part de leur ambition d'utiliser l'apprentissage automatique et d'autres solutions techniques innovantes pour progresser, tout en protégeant la liberté d'expression. Les membres du GIFCT s'efforceront également de retirer les contenus «hérités», et de veiller à ce que des contenus auparavant identifiés comme terroristes ne soient pas à nouveau téléchargés sur leurs plates-formes.

Continuer à investir dans des outils techniques destinés à empêcher que des individus tentés par l'extrémisme violent ne soient pas exposés à des contenus renforçant leurs penchants extrémistes.

Le partage de connaissances et de bonnes pratiques

Travailler avec les plates-formes de taille plus réduite afin de veiller à ce qu'elles ne puissent pas être exploitées par des terroristes, par le partage de connaissances et de bonnes pratiques, y compris :

- En définissant des normes minimales applicables au secteur sur la prohibition des contenus terroristes dans le cadre des conditions générales d'utilisation - notamment la possibilité de recevoir des rapports et d'agir en conséquence -, et en développant des standards de reporting. Les membres fondateurs du Forum aideront les entreprises plus petites à respecter ces normes.
- En apportant des améliorations aux 25 sites les plus communément utilisés par les terroristes

et en élargissant la «base de données d'empreintes numériques» au plus grand nombre possible d'entreprises, afin de soutenir les efforts d'identification et de retrait des contenus nouveaux et hérités.

- En organisant sur trois continents (à Jakarta, Bruxelles et New York) des ateliers de mise en commun de bonnes pratiques destinés à toucher 50 entreprises.

- Élargir le soutien aux organisations de la société civile en offrant des services et des connaissances des membres du Forum, afin de fournir à ces organisations des outils concrets pour diffuser le contre-discours et le discours alternatif avec efficacité et les aider à étendre leur audience mondiale.

La recherche

À partir des actions existantes, les membres fondateurs du Forum se sont engagés à soutenir à hauteur de plusieurs millions de dollars les travaux de recherche visant à améliorer la réaction du secteur à l'utilisation de l'Internet par les terroristes. Avec les établissements universitaires et de recherche du monde entier, ils travailleront à identifier les domaines dans lesquels la recherche est insuffisamment développée, ainsi que les opportunités de comprendre comment les entreprises, les États et la société civile peuvent mieux s'attaquer à la radicalisation en ligne.

Nous sommes convaincus que le Forum mondial de l'Internet pour la lutte contre le terrorisme offre le meilleur mécanisme d'ensemble permettant de faire face à la menace évolutive que constitue l'utilisation de l'Internet par les terroristes. Nous avons reconnu la nature internationale de la menace terroriste en ligne et la nécessité de créer une dynamique mondiale pour lutter contre elle sous tous ses aspects. Nous sommes convenus d'accorder notre soutien au Forum de même qu'aux initiatives régionales existantes de lutte contre le terrorisme en ligne, alors qu'ils prennent des décisions essentielles en entreprenant des travaux de recherche, en mettant des connaissances en commun et en développant des solutions techniques qui aideront l'ensemble du secteur à protéger ses usagers, dans le monde entier.

Ensemble, nous pouvons faire des progrès significatifs dans la lutte contre ce phénomène. Cette réunion était une première étape importante et nous espérons poursuivre ce dialogue avec le secteur sur ces questions, y compris la mise en oeuvre de la «base de données d'empreintes numériques», à l'occasion de la réunion des ministres de l'Intérieur du G7 en octobre à Rome./.